

Pouvoir d'emprunt—Loi

Ces gestes purement symboliques ne nous aideront pas à résoudre le problème que pose l'analphabétisme. Ils ne nous feront réaliser que de très maigres progrès. Le gouvernement aurait plus de succès s'il tentait de vider le lac Ontario avec un sceau.

En guise de conclusion, j'exhorte la Chambre à rejeter ce projet de loi. Que le gouvernement demande à la Chambre de lui accorder le pouvoir d'emprunt quand il néglige de s'attaquer à de très graves questions sociales et économiques, je trouve cela ridicule. Le gouvernement ne mérite pas mieux que ce qu'il a accordé aux moins bien nantis du Canada.

M. Parent: Madame la Présidente, le discours prononcé par la députée de Hamilton m'a particulièrement intéressé. Je pense aussi que l'analphabétisme est l'un des problèmes les plus graves auxquels le Canada fait face de nos jours.

Nous savons tous que, parmi les gens qui vont à l'école à l'heure actuelle, il y a, je crois, 55 p. 100 qui sont diplômés après 4 ou 5 ans, en Ontario. Nous savons aussi que parmi les 40 p. 100 qui restent, plusieurs d'entre eux ne peuvent même pas lire.

Alors, j'espère que le gouvernement pourra régler ce problème.

[Traduction]

Je voudrais poser à ma collègue la question suivante: A-t-on déjà fait une évaluation chiffrée de l'analphabétisme? Peut-on fixer un prix aux pertes qu'encourt le pays du fait que certains de ses citoyens sont incapables de fonctionner au sein d'une société qui exige que ses membres sachent lire et écrire afin qu'ils comprennent ce qu'on attend d'eux et le rôle exact qu'ils doivent jouer?

Mme Phinney: Madame la Présidente, je remercie le député pour sa question. Le premier ministre (M. Mulroney) a mentionné le coût que devait assumer le Canada. Le secteur privé a évalué qu'il lui fallait dépenser 4 milliards de dollars pour régler le problème comme il faut. Le premier ministre nous a toutefois informé que ce problème coûtait aux Canadiens 10 milliards par an, ce qui comprend les coûts sociaux, dont évidemment l'assurance-chômage et d'autres dépenses du genre.

M. Les Benjamin (Regina—Lumsden): Madame la Présidente, je me réjouis de pouvoir traiter encore une fois d'un projet de loi du gouvernement portant pouvoir d'emprunt consécutif au budget. Sauf erreur, c'est la quinzième ou seizième fois que je le fais.

Tout d'abord, je dois dire que je passe encore à mes propres yeux pour un gamin maladroit des Prairies qui n'est toujours pas parvenu à obtenir de réponse satisfaisante de huit ou neuf ministres des Finances. Presque tous les ans, je persiste à poser la même question. Comment la hausse des taux d'intérêt peut-elle maintenir ou

réduire l'inflation? C'est une chose que je ne suis jamais arrivé à comprendre, étant donné que la hausse des taux d'intérêt entraîne celle des prix et des dépenses pour tous les citoyens, qu'il s'agisse de payer leur hypothèque, leur mensualité sur la voiture ou leur facture d'épicerie. Elle entraîne également la hausse des dépenses du gouvernement. Quand les frais augmentent, les prix augmentent, tout comme d'ailleurs les salaires et les dividendes, et éventuellement l'inflation.

M. Whittaker: Sans mentionner la tension artérielle.

M. Benjamin: Mon collègue a raison: elle fait également grimper la tension artérielle de tout le monde.

C'est une chose que je n'arrive pas à comprendre. J'ai vérifié que chaque hausse de 1 p. 100 du taux d'intérêt coûte au gouvernement du Canada 1,5 milliard de dollars de plus. Depuis 1984, la hausse des taux d'intérêt a coûté au gouvernement entre 4 et 5 milliards de dollars de plus et cet argent, il doit le trouver quelque part. Je soupçonne qu'il se le procure par le biais des projets de loi portant pouvoir d'emprunt. Pourtant, j'attends toujours une explication.

Un philosophe fameux avait l'habitude de dire il y a bien des années: «Les économistes sont comme les théologiens. Toute religion autre que la leur est une invention de l'homme, alors que leur propre religion émane de Dieu.» C'est Karl Marx qui a dit cela.

Vers 1856, un autre type a déclaré: «Le travail est antérieur et supérieur au capital, et sans le travail, le capital est impuissant.» J'aimerais que mes collègues conservateurs et libéraux me disent qui a dit cela.

Apparemment, madame la Présidente, ils refusent de s'y essayer. Ce n'est pas Karl Marx. C'est Abraham Lincoln qui l'a dit, la deuxième fois qu'il a cherché à se faire élire membre du Congrès des États-Unis.

Le fait est que le plein emploi entraîne la réduction de l'inflation, du déficit et de la dette nationale.

Les ministériels ne cessent de répéter que nous n'avons rien à proposer. J'aimerais suggérer au gouvernement deux moyens de réduire son projet de loi portant pouvoir d'emprunt de 6,6 milliards de dollars. C'est très simple. C'est un moyen que j'ai préconisé chaque fois que le gouvernement a présenté un exposé budgétaire ou un projet de loi de subsides depuis 1969. À cette époque, l'impôt différé des sociétés n'était pas très élevé. Il atteint 36 milliards de dollars à l'heure actuelle. Au début des années 1950 le gouvernement a permis aux sociétés de reporter le paiement de leurs impôts afin de réduire leur fardeau fiscal, car il espérait que celles-ci réinvestiraient leurs profits dans leurs usines, accroîtraient leur production, créeraient des emplois, intensifieraient leurs exportations, et autres choses semblables. Pour réinvestir, elles ont réinvesti. International Nickel, Canadian Pacific, Bell Telephone ont réinvesti dans des mines de